



FINANCE DURABLE

L'ABSENCE D'UNE TAXONOMIE VERTE FREINE CE SECTEUR À FORT POTENTIEL

D'APRÈS L'INITIATIVE 'FINANCE' DE L'UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME (UNEP FI), LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ONT LA CAPACITÉ DE TRANSFORMER LES ENGAGEMENTS MONDIAUX EN ACTIONS, ET D'AVOIR UN EFFET D'ENTRAÎNEMENT SUR LE RESTE DE L'ÉCONOMIE. RAISONNABLEMENT INSCRIT DANS CETTE MOUVANCE, LE BUDGET 2025-2026 A ANNONCÉ LA MISE EN PLACE D'UNE CLIMATE FINANCE UNIT SOUS L'ÉGIDE DU MINISTÈRE DES FINANCES, LA CRÉATION D'UNE FILIÈRE DÉDIÉE À LA FINANCE BLEUE, ET UN INVESTISSEMENT DE RS 30 MILLIARDS ÉCHELONNÉ SUR TROIS ANS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. DE BONS SIGNAUX POUR LE POSITIONNEMENT DE LA PLACE FINANCIÈRE MAURICIENNE DANS LA FINANCE DURABLE. ENCORE FAUT-IL HARMONISER ET CONSOLIDER L'OFFRE DE CE MARCHÉ POUR UNE TAXONOMIE VERTE NATIONALE.

JOANNA SEENAYEN / ASHLEY EMILIE

CATALYSEURS du développement économique, les systèmes financiers ont la capacité d'agir à la source pour réduire les inégalités, lutter contre le changement climatique, et favoriser l'accès aux services essentiels. Avec la finance durable érigée comme la nouvelle et prépondérante forme de financement, les systèmes financiers se transforment et refaçonnent les trajectoires de développement. En dirigeant les flux financiers vers des entreprises et des projets qui priorisent les critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance, les systèmes financiers prônent, en effet, des trajectoires de développement durable, décarboné, résilient, et juste. Ancrée dans cette mouvance, la place financière mauricienne a la volonté, et le potentiel, d'être le porte-drapeau de la finance durable en Afrique. Encore faut-il verdifier l'écosystème financier. Où en est-on dans cet objectif à Maurice ?

La finance durable fait référence aux pratiques de la finance qui prennent en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, que l'on appelle plus communément ESG, ou critères extra-financiers. Ils prennent en considération des financements, sur le long

**«UNE TAXONOMIE BIEN
CONÇUE PEUT DÉBLOQUER
DES CAPITAUX POUR DES
PROJETS CLÉS TOUT EN
RENFORÇANT LA POSITION
DE MAURICE EN TANT
QUE CENTRE FINANCIER
DURABLE CRÉDIBLE»**

**AJAY ANGOTEEA,
HEAD OF SUSTAINABLE
FINANCING & DFIS COVERAGE
À ABSA BANK (MAURITIUS)**

«Aujourd'hui à Maurice, la finance durable se décline à travers une diversité croissante de produits, de prestations et de pratiques mis à disposition par les institutions financières. Ces solutions visent à accompagner les porteurs de projets, qu'ils soient particuliers, PME ou grandes entreprises, dans la mise en œuvre d'initiatives ayant un impact environnemental positif ou contribuant à l'adaptation au changement climatique. Parmi ces produits, on retrouve notamment des prêts et des solutions de crédit-bail dédiés à des investissements durables. Par exemple, depuis plus de 15 ans, l'Agence Française de Développement (AFD) soutient le secteur financier mauricien en accordant des lignes de crédit à certaines banques commerciales. Ces lignes sont spécifiquement conçues pour financer des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Elles s'accompagnent souvent de primes à l'investissement et d'une assistance technique gratuite, ce qui améliore la viabilité économique des projets et encourage la mise en œuvre d'initiatives plus complexes», indique Vimal Motee, Manager - ESG de Cim Finance.

À Maurice, la finance durable s'impose progressivement

comme un moteur de transformation vers une économie plus résiliente et responsable, avance Alvin Peerthy. Le paysage de la finance durable à Maurice est en pleine expansion, avec une gamme croissante d'instruments, confirme Ajay Angoteea, Head of Sustainable Financing & DFIs Coverage à Absa Bank (Mauritius). «Les institutions financières intègrent progressivement le risque climatique dans leur gouvernance et leurs divulgations, soutenues par des orientations réglementaires et des efforts de renforcement des capacités».

Dans cet essor, c'est l'absence d'une taxonomie verte nationale qui freine l'élan de la finance durable. «Cette dynamique positive met en lumière le besoin d'un cadre de référence commun. Une taxonomie verte nationale permettrait de clarifier les critères d'éligibilité, d'encadrer l'usage du terme "durable", et d'apporter une plus grande transparence pour les investisseurs, épargnants et porteurs de projets», plaide le Senior Manager - Sustainability & CSR d'AfrAsia Bank. L'approche de la finance durable d'AfrAsia Bank, fait valoir ce dernier, a déjà été structurée en élaborant une taxonomie interne, alignée sur les standards internationaux.

3^e génération

En cette dixième année d'adoption de l'Accord de Paris sur le climat, les 196 pays signataires, dont Maurice, sont appelés à soumettre la troisième génération de leur Contributions Déterminées au niveau national (CDN). Plan d'action territorial ou national pour lutter contre le réchauffement climatique et atteindre les objectifs pris dans ce traité international (et juridiquement contraignant), les CDN doivent énoncer des actions climatiques plus ambitieuses que les deux précédents CDN soumises au secrétariat de l'ONU Climat, tout en accélérant la mise en œuvre des engagements existants et le décaissement des fonds nécessaires à leur exécution. L'enveloppe estimée en 2015 pour que Maurice honore ses engagements jusqu'en 2030 est de 6,5 milliards de dollars USD. «De cette somme, USD 2,3 milliards proviendront du gouvernement et du secteur privé, alors que les 4,2 milliards restants devront être mobilisés auprès des agences de financement internationales et d'autres sources externes», rappelle Vanesse Doger de Spéville, Group Head of Sustainability, Reputation and Engagement du Groupe MCB.

terme, dans des activités économiques considérées comme durables, rappelle Vanessa Doger de Spéville, Group Head of Sustainability, Reputation and Engagement de MCB Group.

Des prêts verts aux obligations durables ou encore les produits d'investissement responsables, étaye Alvin Peerthy, Senior Manager - Sustainability & CSR d'AfrAsia Bank, ces mécanismes visent à soutenir des projets alignés sur les objectifs de développement durable. Cela peut aussi inclure, nous dit Oliver Müller, Chief Investment Officer d'Accresco Investment Management, des fonds investissant dans les énergies renouvelables, des prêts récompensant les entreprises réduisant leurs émissions, ou des investissements évitant des industries comme le charbon ou le tabac.

[BUSINESS FILES] □

Chez Accresco Investment Management également, relève Oliver Müller, son Chief Investment Officer, les normes internationales sont appliquées dans l'évaluation de leurs investissements, «*mais un cadre national partagé bénéficierait à tous — et faciliterait l'investissement local et international dans la transition écologique de Maurice*», évoque-t-il.

INTRODUIRE UNE TAXONOMIE VERTE

Dans une perspective d'harmonisation et de consolidation du marché, l'introduction d'une taxonomie verte représenterait un levier structurant, confirme le Manager - ESG de Cim Finance. «*Un tel référentiel, adapté au contexte mauricien et aligné sur les*

standards internationaux, permettrait de clarifier les approches en matière de finance durable, tout en renforçant la transparence du marché. Il jouerait également un rôle clé dans la prévention des risques d'éco-blanchiment (greenwashing) et offrirait aux épargnants, entrepreneurs et investisseurs une meilleure lisibilité des produits et initiatives disponibles, afin de soutenir des décisions d'investissement plus éclairées.»

Dans l'élaboration de ce cadre de référence, note Ajay Angoteea, Maurice doit éviter cependant les écueils d'un cadre trop rigide. «*Il faut plutôt adopter une approche pragmatique qui définit le financement climatique en fonction des résultats, et non des labels, privilégie la transparence sur une catégorisation exhaustive et se concentre sur l'impact réel*



plutôt que sur la perfection en matière de conformité. L'objectif est

d'accroître le financement climatique sans sacrifier la responsabi-

Global Green Finance Index : la 64^e place de Maurice en 2025, reflet du positionnement de Maurice comme hub crédible

Dans l'édition 2025 du Global Green Finance Index, Maurice a gagné dix places par rapport à l'édition précédente en se classant à la 64^e place au niveau mondial, et 5^e place au niveau régional (Moyen-Orient et Afrique). Cela signifie-t-il que les offres de finance durable de Maurice sont plus abondantes, de meilleure qualité ou bénéficient d'une meilleure visibilité ou crédibilité ?

Cette progression reflète la reconnaissance croissante du pays en tant que hub crédible et tourné vers l'avenir pour la finance durable en Afrique et dans l'océan Indien, répond Ajay Angoteea, Head of Sustainable Financing & DFIs Coverage à Absa Bank (Mauritius). «*Cette progression s'appuie sur une série de réformes structurelles et d'initiatives stratégiques. Les lignes directrices de la Banque de Maurice sur la gestion des risques financiers liés au climat et à l'environnement ont joué un rôle déterminant dans l'intégration des risques climatiques dans la gouvernance, la stratégie et la communication d'informations financières. Ces mesures réglementaires ont contribué à normaliser la communication*

d'informations sur les risques financiers liés au climat et à l'environnement dans l'ensemble du secteur financier, favorisant ainsi la transparence et la confiance des investisseurs.»

Il est important de noter que la note de crédit Baa3 de Maurice, réaffirmée début 2025, continue de jouer un rôle déterminant dans la réalisation de ses ambitions en matière de finance durable. Si les perspectives ont changé, la note elle-même témoigne de la stabilité macroéconomique et de la résilience institutionnelle, deux qualités essentielles pour attirer des capitaux verts à long terme, poursuit répond Ajay Angoteea. «*Elle renforce la crédibilité de Maurice en tant que centre financier international (IFC) pour les investissements alignés sur le climat. Cela renforce à son tour la capacité de Maurice à accéder à des financements concessionnels et mixtes pour respecter ses contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'accord de Paris. Absa Mauritius contribue de manière significative à cette dynamique. Dans le cadre de sa Sustainability Vision 2030, Absa Mauritius s'est engagée à investir*

Rs 30 milliards dans la finance durable en ciblant des secteurs tels que les énergies renouvelables, les transports propres et les bâtiments écologiques. La ligne de crédit climatique de 75 millions de dollars USD accordée par Proparco souligne davantage le rôle d'Absa Mauritius en tant que facilitateur clé du financement climatique, soutenant la mobilisation des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de l'île en matière de résilience climatique.»

Cette progression à la 64^e place mondiale reflète plusieurs facteurs positifs, pense aussi Avinash Jahajeeah, Head - Trade Finance and Syndications de BCP Bank (Mauritius), notamment une offre plus étoffée en matière de crédits verts, et une meilleure reconnaissance des pratiques mises en œuvre dans le pays. «*La Banque de Maurice s'implique activement dans cette dynamique, notamment en veillant à la résilience du système bancaire face aux risques climatiques. L'exposition des banques aux projets durables a plus que doublé entre juin 2022 et juin 2024, passant de Rs 4,2 milliards à Rs 10,2 milliards.*»



lité. Une taxonomie bien conçue peut débloquent des capitaux pour des projets clés (maisons écoénergétiques, transports propres, agriculture durable et résilience côtière) tout en renforçant la position de Maurice en tant que centre financier durable crédible et orienté vers l'action», fait valoir le Head of Sustainable Financing & DFIs Coverage à Absa Bank (Mauritius).

Lors de la lecture du Budget 2025-2026, quatre nouveaux pôles d'investissement transformateurs ont été encensés. À la croissance «héritée», centrée sur la consommation, a souligné le Premier ministre, Navin Ramgoolam, son gouvernement préfère, avec son premier budget national, miser sur l'investissement, notamment dans les énergies renouvelables et la transition énergétique et l'économie bleue. Des secteurs porteurs pour diversifier et consolider l'attraction des flux d'IDE dans le pays, d'autant plus que le montant total des flux d'IDE enregistrés en 2024 est en baisse de 11 % par rapport à la précédente année.

«Nous saluons l'orientation du gouvernement vers des secteurs porteurs tels que les énergies renouvelables et l'économie bleue. Ce sont des domaines prometteurs pour le pays — tant sur le plan environnemental qu'économique. Chez Accresco, nous pensons qu'il est judicieux d'évoluer d'un modèle basé uniquement sur la consommation pour adopter une approche d'investissement à long terme. Les énergies propres et l'économie bleue (incluant la pêche durable, la biodiversité marine et le tourisme côtier) attirent de plus en plus d'investisseurs locaux et internationaux...»

Global Green Finance Index

La 64^e place de Maurice en 2025, reflet du positionnement de Maurice comme hub crédible

L'intégration des risques climatiques et environnementaux dans les produits financiers mauriciens progresse, bien qu'elle soit encore en phase de structuration, évoque Alvin Peerthy, Senior Manager - Sustainability & CSR à AfrAsia Bank. La Banque de Maurice a posé un cadre initial en 2022, incitant les institutions financières à intégrer ces dimensions dans leur gestion des risques.

«Dans le segment corporate, notamment pour les grandes entreprises et les projets d'infrastructure, les critères environnementaux et sociaux commencent à peser dans les décisions de financement, influençant les conditions proposées. Du côté des PME, l'intégration reste encore limitée, souvent en raison du manque d'outils adaptés. Pourtant, leur rôle dans la transition vers une économie plus résiliente est crucial. En personal et private banking, la demande pour des produits durables progresse, portée par une clientèle sensible aux enjeux ESG. Dans le global business, les critères ESG deviennent un véritable facteur de différenciation, notamment pour les clients soumis à des normes internationales. De manière transversale, ces risques commencent à impacter l'évaluation des actifs, la tarification des produits, ainsi que les prévisions de revenus, ce qui marque une évolution vers une approche plus responsable de la finance.»

Pour autant, mesurer les risques climatiques et environnementaux n'est pas aisé, reconnaît Oliver Müller, Chief Investment Officer d'Accresco Asset Management, surtout dans des économies insulaires comme la nôtre, dit-il, «où les données de qualité sont limitées et où de nombreuses entreprises cherchent encore à comprendre ce que signifie la durabilité pour elles». Il existe, par ailleurs, encore très peu d'outils ou de cadres permettant d'évaluer ces risques climatiques et environnementaux de manière structurée, fait remarquer ce dernier. «Par exemple, les banques et les assureurs n'évaluent pas encore systématiquement comment les inondations, les sécheresses ou la hausse des coûts énergétiques pourraient affecter la valeur d'une

entreprise ou sa capacité à rembourser un prêt. Chez Accresco, nous avons fait de l'évaluation de ces risques une priorité dans notre approche d'investissement. Nous posons des questions telles que : cette entreprise est-elle préparée aux futures réglementations environnementales ? Dépend-elle fortement de ressources susceptibles de devenir rares ou coûteuses ? Sa réputation pourrait-elle souffrir si elle ne gère pas correctement ces enjeux?», évoque le gestionnaire d'actifs.

Intégrer les risques climatiques et environnementaux dans les offres bancaires implique une transformation en profondeur : des outils aux processus en passant par la culture du risque, rappelle Alvin Peerthy. S'impose dans la prise en compte de ces risques extra-financiers la nécessité de disposer de données fiables (climatiques, sectorielles) pour évaluer les risques physiques (sécheresse, inondation) ou de transition (réglementations, évolutions technologiques). S'ajoute également un défi méthodologique. «Nos modèles de risque sont basés sur le passé, alors que les risques climatiques exigent une approche prospective, fondée sur des scénarios. Cela requiert des outils spécifiques et des compétences ESG encore rares. Un autre enjeu réside dans la coordination entre les équipes ESG, crédit, risques et commerciales. Intégrer ces risques implique un changement de logique, en allant au-delà des seuls critères financiers», détaille le Sustainability Specialist. De plus, évoque-t-il, certains projets à forte ambition environnementale peuvent présenter des profils de risque plus complexes. Il est donc parfois nécessaire d'ajuster les modèles de rentabilité ou de s'appuyer sur des dispositifs de type blended finance. «Ces défis sont aussi des leviers pour innover et renforcer la résilience du secteur», relève Alvin Peerthy. Il n'en reste pas moins que la sensibilisation est en marche et que la finance prend inexorablement la voie de la durabilité. «Plus tôt nous intégrerons ces risques dans nos décisions, mieux nous serons préparés aux changements à venir», avance Oliver Müller.

«SI LES BONNES POLITIQUES ET INCITATIONS SONT MISES EN PLACE, LES ÉNERGIES PROPRES ET L'ÉCONOMIE BLEUE PEUVENT GÉNÉRER DE NOUVEAUX EMPLOIS, ATTIRER DES CAPITALS FRAIS ET POSITIONNER MAURICE COMME UN LEADER RÉGIONAL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE» OLIVER MÜLLER, CHIEF INVESTMENT OFFICER D'ACCRESO INVESTMENT MANAGEMENT

«... Ce sont des secteurs où Maurice peut se distinguer dans la région, surtout en collaborant avec les pays voisins pour établir des partenariats. D'un point de vue investissement, ces secteurs ne sont pas seulement bénéfiques pour la planète ; ils peuvent également

être rentables. Cependant, leur succès dépend d'une planification adéquate, de règles claires et de la capacité à mesurer l'impact. Si les bonnes politiques et incitations sont mises en place, ces secteurs peuvent générer de nouveaux emplois, attirer des capitaux frais

et positionner Maurice comme un leader régional en matière de développement durable», pense Oliver Müller.

À part la mise en place d'une Climate Finance Unit, le budget national présenté le 5 juin dernier fait état de la création d'une filière dédiée à la finance bleue, dans le contexte du développement d'un nouveau pôle de croissance sous l'égide de l'économie bleue. «Le Budget 2025 a mis en exergue un certain nombre de pistes de réflexion au sujet des enjeux climatiques.

Il est important de noter qu'une Climate Finance Unit sera mise en place au sein du ministère des Finances afin de mieux mobiliser et gérer les financements climatiques pour l'adaptation, l'atténuation et la résilience. Le gouvernement souhaite aussi débloquent Rs 30 milliards d'investissements sur les trois prochaines années dans le secteur des énergies renouvelables, principalement dans des projets d'énergie solaire et de biomasse. Nous comprenons que l'agenda ESG occupera une place importante au sein du

nouveau plan directeur pour les services financiers, qui s'étalera sur les prochaines années», étaye Vanessa Doger de Spéville.

METTRE EN PLACE UN ÉCOSYSTÈME COMPLET

Pour réussir cette nouvelle orientation, il faut plus que des financements. Il est nécessaire de mettre en place un écosystème complet — combinant outils financiers et non financiers — pouvant transformer les bonnes intentions en résultats concrets, détaille Oliver Müller. «Sur le plan financier, le gouvernement peut soutenir en offrant des avantages fiscaux ou des garanties aux entreprises investissant dans des projets durables. Des fonds ou prêts spécifiques pourraient également être créés pour les entreprises œuvrant dans les énergies propres, l'agriculture durable ou la réduction des déchets — en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui rencontrent souvent des difficultés d'accès au financement.

AFD : des 86,5 millions d'euros d'engagements financiers à Maurice en 2024, 83,5 millions d'euros représentent des prêts aux banques

APRÈS une année 2023 historique, avec notamment un prêt de politique publique de 200 M€ en faveur d'une meilleure gestion de l'eau à Maurice et à Rodrigues, l'Agence Française de Développement (AFD) a poursuivi son action en 2024. En parallèle, elle accompagne la République de Maurice vers une économie et une société plus inclusives en promouvant un modèle de développement vert et durable, à travers sa stratégie «Cap sur la finance», est-il fait état dans le rapport de son 'Bilan d'activité' dans l'océan Indien pour 2024. À portée internationale, et ayant vocation à œuvrer pour un monde plus juste et durable, la banque publique de développement française a contracté 86,5 millions d'euros d'engagements financiers en 2024, dont 45 millions d'euros ont été versés. De ce montant de 86 millions d'euros destinés au secteur productif et financier, 83,5 millions d'euros de ses promesses financières représentent des prêts aux banques.

Rappelant le rôle fondamental des institutions financières dans l'accompagnement de la transition vers une économie plus durable, fin janvier dernier, Laetitia Habchi, directrice du bureau de l'AFD pour Maurice et les Seychelles, précise que le soutien de l'AFD et de l'UE se concentre

principalement sur l'intégration des risques climatiques, la réduction du manque de données climatiques et le renforcement des capacités en partenariat avec l'Association des Banques de Maurice. «Dans ce cadre, la BOM a également exprimé le besoin d'un soutien pour mettre à jour ses lignes directrices sur la gestion des risques financiers liés au climat et à l'environnement afin d'inclure les risques liés à la nature. Elle a également souligné l'urgence de combler le manque de données nécessaires pour s'aligner sur les normes internationales, telles que les IFRS S1 et S2. Lors des consultations menées par l'AFD et la délégation de l'UE avec les parties prenantes locales – notamment dans le cadre des discussions menées sous l'étude SUNREF pour évaluer la préparation du secteur financier mauricien à répondre aux exigences de reporting de durabilité découlant du Pacte Vert pour l'Europe (EGD) – il est apparu clairement que l'absence d'une taxonomie nationale est l'un des principaux obstacles... Si une opportunité est identifiée pour soutenir le MOFEPD sur ce sujet, la délégation de l'UE ainsi que l'AFD sont prêtes à envisager des moyens d'apporter leur soutien», soutient Laetitia Habchi.

Mais l'argent ne suffit pas. Il faut aussi des programmes de formation pour développer les talents locaux, des réglementations claires et pratiques favorisant l'innovation, et des institutions solides pour garantir le respect des normes environnementales et sociales.» Le constat chez Accresco, souligne notre interlocuteur, est que les entreprises qui privilégient la durabilité — que ce soit en réduisant leurs émissions ou en plaçant leurs collaborateurs au cœur de leur stratégie — obtiennent souvent de meilleures performances à long terme. «C'est pourquoi nous encourageons un soutien structuré pour les entreprises engagées dans cette



«LOKAL IS BEAUTIFUL NOUS ENGAGE À AIDER LES PME À ADOPTER DES PRATIQUES DURABLES ET À CRÉER DES ENTREPRISES RÉSILIENTES. DE PLUS, GRÂCE AUX CONSEILS PERSONNALISÉS DES ÉQUIPES DÉDIÉES, NOUS FACILITONS L'INTÉGRATION DES PRINCIPES DE DURABILITÉ DANS LES CADRES OPÉRATIONNELS DE NOS CLIENTS, LES DOTANT AINSI DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES POUR S'ADAPTER À L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ TOUT EN RÉDUISANT LEUR EMPREINTE ÉCOLOGIQUE.»

VANESSA DOGER DE SPÉVILLE, GROUP HEAD OF SUSTAINABILITY, REPUTATION AND ENGAGEMENT DE MCB GROUP

voie, afin que faire le bien pour la société et l'environnement soit également bénéfique sur le plan économique.»

D'après l'initiative 'Finance' de l'United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI), partenariat entre l'UNEP et le secteur financier mondial orienté vers la mobilisation de financement privé pour le développement durable, les institutions financières ont la capacité de transformer les engagements mondiaux en action, et d'avoir dans cette mouvance un effet d'entraînement sur le reste des secteurs en embarquant l'économie en général dans ses transitions, et particulièrement les PME. Vanessa Doger de Spéville abonde dans le même sens en soutenant qu'à la MCB, un des piliers de leur initiative Success Beyond Numbers est planté dans la promotion d'une industrie locale dynamique et durable. «C'est ainsi que Lokal is Beautiful nous engage à aider les PME à adopter des pratiques durables et à créer des entreprises résilientes. De plus, grâce aux conseils personnalisés des équipes dédiées, nous facilitons

l'intégration des principes de durabilité dans les cadres opérationnels de nos clients, les dotant ainsi des compétences nécessaires pour s'adapter à l'évolution du marché tout en réduisant leur empreinte écologique. Notre Sustainable Loan, par exemple, n'est pas seulement un produit financier, mais intègre aussi un accompagnement de nos clients afin que leurs activités soient durables dans le temps. Des conférences que nous avons tenues, telles que «Klima» ou encore Lokal Rebound ont aussi fourni aux PME des informations inestimables sur les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, leur permettant ainsi de relever de manière proactive les défis environnementaux.»

Alvin Peerthy partage pleinement cette vision de l'UNEP FI. «Les institutions financières ont un rôle clé à jouer pour transformer les engagements mondiaux en solutions concrètes. En orientant les flux de capitaux, elles influencent les comportements économiques et entraînent l'ensemble des secteurs, notamment les PME, dans la transition.»